

BRÉSIL

Il faut protéger les défenseurs des droits humains

Index AI : AMR 19/018/2004

ÉFAI

Mardi 9 novembre 2004

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Plus de cinq ans après l'homicide de son fils, l'avocate Elma Novais de la ville de Caruaru, dans l'État de Pernambouc, mène toujours son combat pour que les responsables de cet acte soient traduits en justice. Le 16 novembre prochain, quatre membres de la police militaire de l'État de Pernambouc répondront de cet homicide – et d'autres - devant le tribunal. Il est à espérer que ce procès mettra un terme aux menaces, aux angoisses et aux souffrances qu'Elma Novais a dû subir avec sa famille depuis la mort de son fils, et que d'autres crimes du même genre ne resteront pas impunis. Cependant, certains précédents ne laissent pas beaucoup d'espoir.

Le combat d'Elma Novais pour faire traduire les policiers inculpés en justice lui a coûté très cher. Avec ses enfants, elle a subi des menaces, des intimidations, des arrestations arbitraires et des agressions physiques. Bien que sa campagne lui ait valu un soutien national et international considérable, sa situation continue de susciter de très graves inquiétudes. Après la demande de la Commission interaméricaine des droits de l'homme pour que des mesures de précaution soient prises dans cet affaire, Elma Novais a reçu une protection de membres de la police fédérale, mais ses enfants n'ont reçu qu'une protection limitée.

Certains policiers sont accusés d'appartenir à un « *escadron de la mort* » dans la ville de Caruaru ; cette organisation entretiendrait des liens étroits avec le crime organisé dans cette ville. Selon certaines informations reçues par Amnesty International avec la plus vive inquiétude, les policiers officiellement en détention préventive dans des bâtiments de la police militaire pouvaient aller et venir à leur guise.

Ceci leur aurait permis non seulement de continuer à menacer et intimider Elma Novais et sa famille, mais aussi d'entretenir un climat de peur dans toute la ville, qui a dissuadé de nombreuses personnes de soutenir Elma Novais dans cette affaire.

Elma Novais montre le même courage que de nombreux défenseurs des droits humains, travaillant dans tout le pays pour défendre les droits de tous les Brésiliens, des hommes et des femmes qui font face au crime organisé et à des responsables corrompus, risquant leur réputation, leur sécurité ou leur vie. Le lancement récent par le gouvernement fédéral de son programme pour la protection des défenseurs des droits humains reconnaît l'importance de leur contribution dans le combat pour que toutes les couches de la société disposent d'un accès égal à la justice et au droit de vivre dans la paix et la sécurité. Cependant, le gouvernement fédéral doit faire en sorte que ceux qui défendent les droits humains, comme Elma Novais, puissent continuer à lutter pour la justice sans crainte, en leur garantissant les protections nécessaires et en demandant des comptes à ceux qui menacent et tuent les défenseurs des droits humains.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>